

# Rapport d'activités 2022-2023

Préparé par  
Pierre Noreau, Président  
Alexandra Pasca, Directrice générale

Rapport d'activités daté du 14 juin 2023



# Table des matières

L'Institut québécois de réforme du droit et de la justice	03
Recherche	04
Projet de recherche	06
Consultation publique	16
Collaborations externes	21
Collaboration internationale	23
Gouvernance, fonctionnement et administration	24
Gouvernance de l'Institut	25
Activités des instances de l'IQRDJ	27
Personnel d'administration et de recherche	28
Communications	29
Financement et partenariats	32





# L'Institut québécois de réforme du droit et de la justice

Créé en 2018, l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ) est un organisme indépendant. Ses travaux documentent les grandes orientations susceptibles de fonder les futures législations. Ils visent l'ajustement continu des lois et du système judiciaire aux besoins contemporains de la société et de l'État de droit.

## **Les travaux de l'IQRDJ sont fondés sur deux axes complémentaires :**

1. la recherche appliquée et interdisciplinaire, ainsi que
2. la consultation publique dans l'orientation et la définition des lois.

En effet, l'IQRDJ accorde une importance centrale à la consultation et à la participation publiques, chaque fois que ses travaux exigent une meilleure compréhension des attentes des citoyens, des praticiens et des acteurs sociaux en matière de droit et de justice.

Dans le cadre de ses activités de recherche, l'IQRDJ prend appui sur l'avis d'un Comité scientifique.

Les recherches menées par l'IQRDJ sont conduites dans le respect des conditions éthiques de la recherche. Les rapports de l'IQRDJ constituent des publications évaluées par des pairs. Sur le plan juridique, il s'agit de pièces de doctrine.

Financé d'une manière qui assure son autonomie et indépendance, l'IQRDJ mobilise des compétences dans toutes les facultés de droit au Québec, et, au-delà des sciences juridiques, dans plusieurs autres disciplines et domaines de la connaissance. Il fait également appel à l'expertise des praticiens.

L'IQRDJ collabore avec des organismes en réalisant la même mission, au Canada et à l'étranger. Il s'intéresse notamment à l'harmonisation des normes dans une perspective qui s'inscrit dans la tradition juridique québécoise.

Ainsi, l'IQRDJ entretient des relations permanentes avec tous les segments du monde juridique et de la société civile, de manière à s'assurer de la pertinence sociale de ses travaux.

# Recherche

La première mission de l'IQRDJ est la conduite de travaux de recherche interdisciplinaire sur les conditions d'évolution et de réforme de la législation et de la justice.

## Sept nouveaux projets

L'année 2022-2023 a été riche, tant au regard des projets initiés que des activités de recherche menées et finalisées par l'IQRDJ. Ainsi, cette année a été marquée par la conception de sept (7) nouveaux projets, dont plusieurs à l'initiative de l'IQRDJ, notamment les projets suivants :

- Justice familiale interjuridictionnelle
- Bilan des législations en habitation
- Harmonisation des législations en matière d'action collective
- Évaluation de la politique IA de SOQUIJ
- Justice et Santé mentale
- Encadrement juridique de l'IA
- LEXIS sur la participation citoyenne à la définition des Lois

Enfin, l'IQRDJ a déposé trois (3) rapports de recherche portant sur :

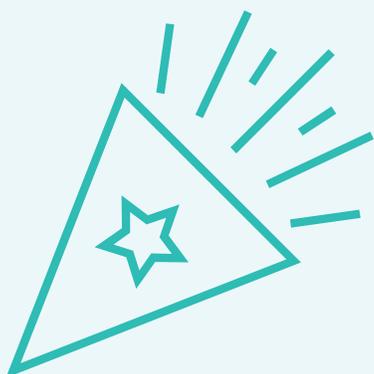
- Réforme des Cours municipales
- Port des Caméras portatives par les policiers
- Justice en matière familiale et jeunesse.

	Projets et opérations courantes	Sources de financement	Avancement
1	Caméras portatives des policiers	Ministère de la Sécurité publique	Rapport déposé
2	Justice de la famille et de la jeunesse	MJQ	Rapport déposé
3	Justice municipale (de proximité)	MJQ	Consultation terminée Rapport de synthèse déposé Rapports des chantiers 1 et 2 déposés, Chantiers 3 et 4 se poursuivent
4	Régimes d'exception	Secrétariat aux affaires canadiennes, Chambre des notaires, Fondation du Barreau, Faculté de droit UdeM, Faculté de droit ULaval, Département des sciences juridiques Faculté de droit UQAM, Faculté de droit UMcGill, Faculté de droit UOttawa, Faculté de droit USherbrooke	Projet de recherche démarré Approbation éthique obtenue Recherche en cours
5	Justice en ligne (virtuelle)	Fondation du Barreau	Subvention obtenue Approbation éthique obtenue Recherche en cours
6	Bilan des législations en habitation	OCPM, IQRDJ	Phase préparatoire Équipe constituée

\*Rapports initiés par l'IQRDJ

	Projets et opérations courantes	Sources de financement	Avancement
7	Évaluation de la politique IA de SOQUIJ	SOQUIJ	Proposition approuvée Équipe constituée Rapport prévu en 2023
8	Justice et Santé mentale	Ministère de la Santé et des Services sociaux	Équipe à constituer Phase préparatoire
9	Harmonisation des législations en matière d'action collective	IQRDJ	Phase préparatoire
10	Justice familiale interjuridictionnelle	IQRDJ	Phase préparatoire En voie de financement
11	LEXIS	Centre de recherche en sciences humaines (CRSH)	Phase préparatoire En voie de financement
12	Encadrement juridique de l'IA	Ministère de la Justice du Québec	Phase préparatoire

\*Rapports initiés par l'IQRDJ



Dans le cadre de ces projets de recherche, l'IQRDJ salue le travail accompli par la professeure **Catherine Piché**, Directrice scientifique sortante du comité scientifique, maintenant juge à la Cour supérieure et par la nouvelle Directrice scientifique, la professeure **Maya Cachecho**; ainsi que les anciens membres sortants du comité scientifique, les professeur(e)s **Hugo Cyr**, **Christiane Guay**, **Sophie Thériault** et **Jean-Philippe Warren** et les membres actuels du Comité scientifique, les professeur(e)s : **Marie-Ève Arbour**, **Jean-Marie Dufour**, **David Lefrançois**, **Bertrand Lavoie**, **Doris Farget** et **Geneviève Nootens**.

# 1- Projet de recherche : Caméras portatives des policiers

Ce projet portait sur le port et l'usage de caméras portatives (parfois appelées caméras corporelles) dans le cadre des activités policières courantes au Québec. Il est le produit d'un mandat confié à l'IQRDJ par le ministère de la Sécurité publique.

Le projet comportait trois chantiers de recherche complémentaires permettant de documenter:

- la «réception sociale» de ces nouvelles technologies,
- les effets associés à leur implantation et à leur usage sur la pratique policière et les effets du recours à ces appareils sur la nature (la structuration et la régulation) des relations entre policiers et citoyens.

Les données tirées de chaque chantier ont permis une analyse croisée des dimensions reliées à l'implantation et à l'usage de ces caméras. Le projet est fondé sur les données tirées de 4 projets pilotes initiés par la Sureté du Québec dans les MRC de Rimouski-Neigette, Vallée de l'Or, Beauharnois-Salaberry et Drummond.

## Les réalisations

Le projet a donné lieu à la constitution, en juin 2021, d'une équipe issue du domaine de la criminologie, dirigée par le professeur Rémi Boivin de l'Université de Montréal. La recherche a conduit à la rédaction d'un premier rapport en mars 2022, soumis au ministère de la Sécurité publique (MSP). Un second rapport final a été déposé en décembre 2022. Les rapports de l'IQRDJ ont été rendus publics, à la suite d'un communiqué de presse du MSP.

Les résultats de la recherche ont alimenté le rapport du Comité de travail sur l'implantation des caméras portatives réuni par le MSP et dont le rapport, déposé en juin 2022, s'appuie directement sur les travaux de l'équipe-projet de l'IQRDJ. Le président de l'IQRDJ a assuré les interactions entre le comité et l'équipe-projet de manière à assurer l'indépendance de l'équipe de recherche.



## 2- Projet de recherche : Justice de la famille et de la jeunesse

Ce projet portait sur la création d'un Tribunal spécialisé en droit de la famille et de la jeunesse. Il est le produit d'un mandat confié à l'IQRDJ par le ministère de la Justice du Québec.

La question posée dans le cadre du projet portait sur les conditions de création d'un Tribunal unifié de la famille au Québec.

**Abordé de façon schématique, le rapport a été structuré en fonction des trois chantiers distincts :**

- **Chantier 1 :** Services d'accompagnement en matière de justice familiale ;
- **Chantier 2 :** Enjeux constitutionnels et structureux entourant la création d'un Tribunal spécialisé de la famille et de la jeunesse ;
- **Chantier 3 :** Solutions procédurales susceptibles de conduire à un traitement unifié des dossiers de justice familiale.

### Les réalisations

Le rapport final a été transmis au ministère de la Justice du Québec en février 2023. Il a été rédigé par les professeurs Shana Chaffai-Parent et Johanne G. Clouet de la Faculté de droit de l'UdeM, la professionnelle de recherche Valentine Fau de l'IQRDJ, la postdoctorante Élisabeth Godbout du Département de psychologie de l'UQTR, les professeures Noura Karazivan et Karine Millaire de la Faculté de droit de l'UdeM, la professeure Karine Poitras du Département de psychologie de l'UQTR, la professeure Catherine Turbide du Département de psychosociologie et travail social de l'UQAR et le professeur Daniel Turp de la Faculté de droit de l'UdeM.



## 3- Projet de recherche : Justice municipale (de proximité)

### La recherche comprend les chantiers suivants :

- **Chantier 1 :** Une étude de contenu et une synthèse des travaux réalisés au sujet de la réforme de la justice municipale au cours de la période 2000-2020

Ce chantier est achevé. Le Rapport final, rédigé par le professeur Guillaume Rousseau de l'Université de Sherbrooke, a été transmis au ministère de la Justice du Québec.

- **Chantier 2 :** Une étude comparée des modèles, des structures, des instances et des services de justice de proximité au sein d'autres juridictions

Ce chantier est achevé. Le Rapport final, rédigé par le professeur Stéphane Bernatchez et son équipe de recherche de l'Université de Sherbrooke a été transmis au ministère de la Justice du Québec.

- **Chantier 3 :** Une étude statistique de l'activité des cours municipales

Ce chantier porte sur l'analyse comparée des juridictions municipales, sur une période standard exploitant les banques de données judiciaires des différentes juridictions municipales québécoises. Il est dirigé par la professeure Chloé Leclerc de l'Université de Montréal, en collaboration avec les professeur(e)s Dominique Bernier de l'UQAM et Yanick Charrette de l'Université Laval.

À la demande du ministère de la Justice du Québec, l'IQRDJ poursuit la réalisation du projet Justice municipale (de proximité). Cette étude est fondée sur l'évolution des cours et de la justice municipale au Québec dans le cadre d'une analyse comparée.

### Les réalisations

Les rapports des chantiers 1 et 2 ont été déposés au ministère de la Justice en 2021 et le 22 janvier 2022. Un Rapport de synthèse, rédigé par le professeur Pierre Noreau, a été transmis au ministère de la Justice du Québec le 25 janvier 2023. Le dépôt du rapport sur la statistique judiciaire au sein des juridictions municipales est prévu pour l'automne 2023.



## 4- Projet de recherche : Régimes d'exception

Le projet sur les Régimes d'exception a été initié par l'IQRDJ. Il concerne la définition des paramètres d'un régime applicable à la gouvernance publique et juridique de la société québécoise en contexte de crise. En effet, la pandémie a démontré les limites d'un régime de gouvernance totalement centré sur la santé publique, de même qu'elle pose la question de l'action publique dans le cadre de crises susceptibles de frapper ultérieurement la société québécoise, qu'elles soient d'origine économique, informatique, environnementale, financière, etc.

Cette question est en lien avec les mécanismes juridiques et politiques nécessaires à une réponse adaptée au contexte institutionnel québécois et fédéral.

Le projet porte notamment sur le bilan de l'expérience COVID-19 et la comparaison internationale et systématique des régimes d'exception établis au sein d'autres juridictions.

### Les réalisations

Une revue de la littérature a été préparée, ciblant tant la partie théorique du projet que sa partie comparative. Plus d'une vingtaine d'entretiens semi-dirigés ont été menés auprès de juges, de fonctionnaires, de représentants des corps policiers et de directeurs de santé publique pour partager leurs expériences au sujet de la gestion de la crise de la COVID-19. Une première ébauche du chapitre 1 du rapport a été rédigée, puis retravaillée par les membres de l'équipe de recherche.

Les résultats de la recherche prendront la forme d'un Rapport public de recherche avec des recommandations (au cours de l'année 2024) proposant deux ou trois modèles de régime d'exception applicables à la gouvernance politique et juridique de la société québécoise en contexte de crise.



## 5- Projet de recherche : La justice en ligne (virtuelle)

L'équipe de l'IQRDJ a élaboré un projet de recherche en partenariat avec le Laboratoire de Cyberjustice de l'Université de Montréal. Il a été déposé dans le cadre de l'appel à projets de la Fondation du Barreau. Sa réalisation est rendue possible dans le cadre d'une subvention de 30 000 \$ octroyée par la Fondation du Barreau du Québec.

Ce projet porte sur les effets des pratiques de justices dématérialisées, notamment sur le droit à la protection des renseignements personnels et la protection de la vie privée.

### Les réalisations

Une équipe de chercheurs a accepté de prendre en charge la réalisation du projet : il s'agit d'Évelyne Jean-Bouchard professeure à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et Nicolas Vermeys, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, ainsi que les assistants de recherche Luka Théo Sanchez et Javiera Araya-Moreno.

L'équipe de recherche a finalisé l'analyse documentaire préliminaire et a obtenu les approbations éthiques qui ont permis le démarrage des recherches et des travaux empiriques. Les réalisations de cette année incluent plus précisément la formation d'une équipe interuniversitaire de recherche, l'analyse juridique et documentaire préliminaire, le choix d'une juridiction particulière où la recherche empirique sera menée (le Tribunal des professions), l'élaboration d'un protocole éthique (Université de Montréal et Université Sherbrooke).



## 6- Projet de recherche : Bilan des législations en habitation

Il s'agit d'un projet dont la réalisation a été proposée à l'IQRDJ par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM).

### Les chantiers de recherche

Le projet comporte trois chantiers portant respectivement sur la tenue d'un atelier exploratoire sur l'avenir de l'habitation à Montréal, la conduite d'une recherche documentaire sur le cadre juridique de l'habitation à Montréal, la rédaction collaborative de cahiers d'informations sur le cadre juridique de l'habitation destinés à la population montréalaise.

### Les réalisations

Une équipe de chercheurs a accepté de prendre en charge la réalisation d'entretiens exploratoires : il s'agit de Guillaume Rousseau, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et de Charles Breton-Demeule, doctorant à la Faculté de droit de l'Université Laval.

Les discussions en vue de l'élaboration définitive du projet doivent reprendre au tournant du mois de juin 2023. Ce projet sera soumis pour évaluation au Conseil scientifique de l'IQRDJ.



## 7- Projet de recherche : Évaluation de la politique IA de SOQUIJ

Ce nouveau mandat a été confié à l'IQRDJ par SOQUIJ. Le projet concerne l'évaluation de la politique de protection des renseignements personnels établie dans le contexte d'un éventuel recours de SOQUIJ aux possibilités offertes par l'Intelligence artificielle (IA).

L'objectif du projet est d'évaluer les effets pratiques et l'opérationnalité de la politique développée par SOQUIJ et non de la définir. Il s'agit ici d'évaluer la correspondance de cette politique avec les dispositifs de la récente Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels dans le secteur privé (Loi 25). Plus largement, il s'agit d'une étude sur l'effectivité de la loi et d'une politique qui en découle, et non d'une définition de politique. Il a été convenu que cette étude d'effectivité cadrerait avec le mandat de l'IQRDJ, soit la conception, mais également l'évaluation des réformes du droit.

### Les réalisations

L'équipe réunie pour la réalisation de ces travaux a été identifiée. Elle est composée des professeurs Karim Benyekhlef et Nicolas Vermeys, de la Faculté de droit de l'UdeM, ainsi que des professionnels de recherche Valentin Callipel et Sylvain Longhais rattachés à la même faculté. L'estimation de la durée de réalisation du projet est de 4 mois.

La proposition a été approuvée par le conseil d'administration de SOQUIJ. Ce projet sera prochainement soumis au Conseil scientifique de l'IQRDJ.



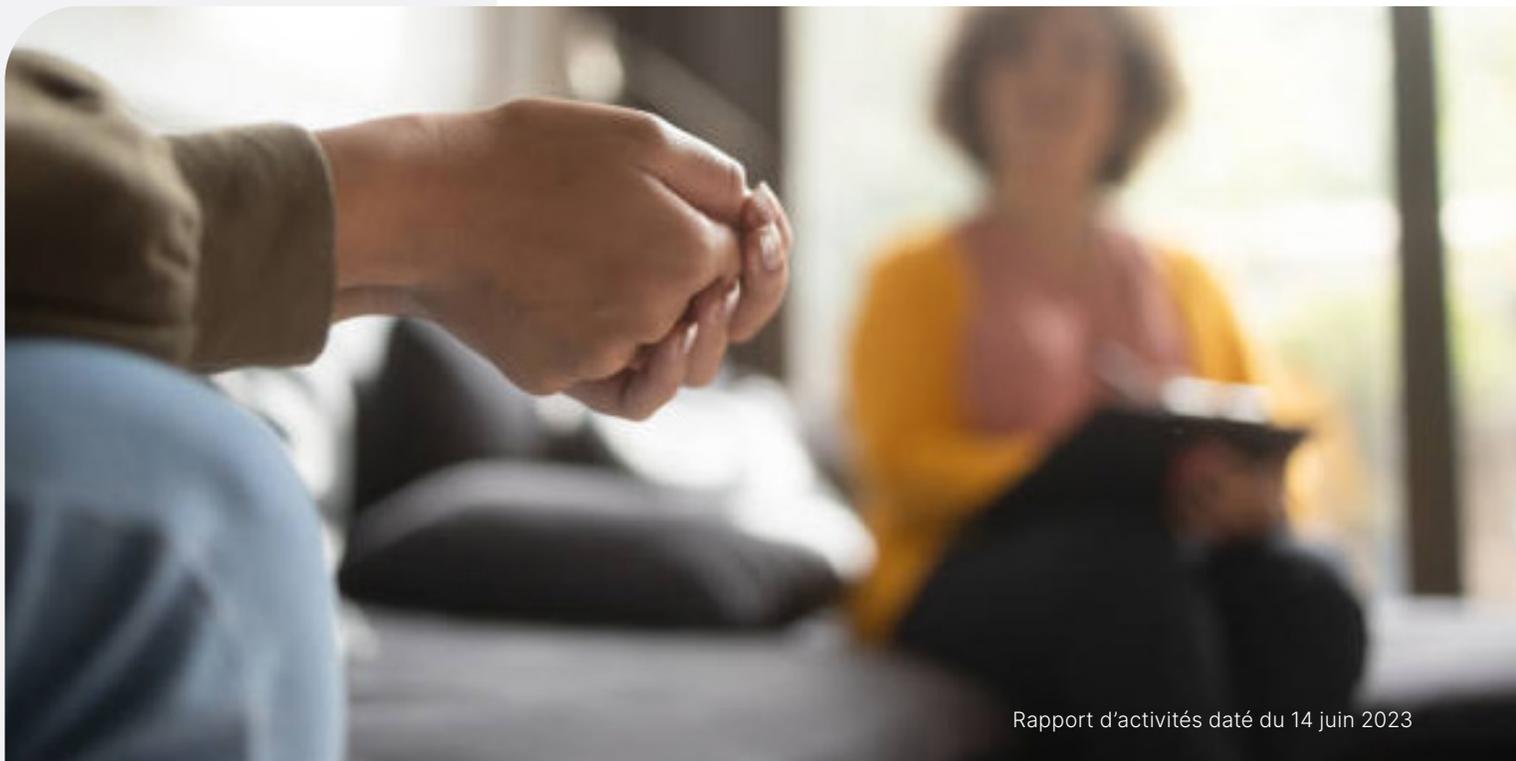
## 8- Projet de recherche : Justice et Santé mentale

Le ministre responsable des services sociaux (MSSS) a confié un mandat de recherche et de consultation à l'IQRDJ portant sur la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental représente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (LPP). Ce mandat vise à examiner de manière indépendante et transparente les divers enjeux entourant la LPP et à proposer des solutions concrètes pour améliorer la protection des personnes concernées, tout en tenant compte des perspectives de l'ensemble des parties prenantes.

### Mandat

Le mandat se déclinera en trois étapes, qui chacune forme un chantier différent : (1) un état des lieux de la situation en santé mentale au Québec, incluant une analyse de la littérature et des études en la matière ; (2) une enquête de terrain menée auprès de la population et des personnes impliquées dans de telles situations (intervenants, familles, praticiens, juges, etc.) ; et (3) un appel en vue de recevoir des mémoires issus des différentes parties prenantes concernées par la LPP, ainsi que la formulation de recommandations issues de l'analyse de ces mémoires et de l'enquête de terrain. Ainsi, le mandat comportera à la fois un aspect recherche (juridique et interdisciplinaire) et un aspect de consultation et de participation publiques.

Le projet a été soumis au Conseil scientifique de l'IQRDJ. L'équipe de chercheurs est à constituer.



## **9- Projet de recherche :** Harmonisation des législations en matière d'action collective

Ce projet de réforme vise entre autres à accroître l'accès à la justice et la protection du public offerts par les régimes d'actions collectives, notamment en palliant certains problèmes engendrés par des procédures multiterritoriales concurrentes.

## **10- Projet de recherche :** Justice familiale interjuridictionnelle

Ce nouveau projet, initié par l'IQRDJ, vise à étudier empiriquement l'expérience des familles en contexte de rupture, engagées dans des dossiers familiaux interjuridictionnels nécessitant l'intervention de tribunaux différents. Plus précisément, le projet vise à documenter empiriquement, les difficultés associées à l'absence d'un Tribunal unifié de la famille (TUF), à l'aide d'entrevues menées auprès des familles (pères, mères et enfants), mais également auprès des juges, des praticiens et des intervenants. Ce projet constitue donc une suite logique au rapport de l'IQRDJ sur la justice de la famille et de la jeunesse déposé au MJQ. Une demande de financement a été soumise à l'Association du Barreau Canadien en mai 2023.

Ce projet sera soumis au Conseil scientifique et devra être adopté par les membres du CI.



## 11- Projet de recherche : LEXIS - Participation citoyenne à la définition des Lois

L'IQRDJ souhaite poursuivre le développement de son axe sur la consultation publique en s'associant au projet de recherche Lexis, avec lequel il partage des intérêts convergents au sujet de la participation citoyenne à la définition des lois. Ce projet comporte un chantier qui vise à mener des expérimentations à 4 niveaux : local, provincial, national et international. L'IQRDJ pourrait notamment collaborer à la réalisation de telles expérimentations. À cet effet, l'IQRDJ a signé une lettre d'appui comme organisme partenaire du projet.

L'équipe de chercheurs, basés au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, a déposé une demande de subvention le 10 février 2023 auprès du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH). Une réponse positive a été obtenue en juin 2023. L'équipe est invitée à déposer un dossier complet le 30 octobre 2023 pour la deuxième étape du concours. Le cas échéant, les résultats seront dévoilés en avril 2024.

## 12- Projet de recherche : Encadrement juridique de l'IA

L'IQRDJ a été interpellé par le MJQ, qui a pris contact avec le Conseil de l'Innovation du Québec, au sujet de la question de l'encadrement de l'IA. L'équipe pourrait être composée de chercheurs de plusieurs universités (UdeM, ULaval, UQAM, UOttawa) et experts en TI. Une première rencontre exploratoire a eu lieu le 12 avril 2023. Une proposition de projet a été soumise au MJQ.



# Consultation publique

La mission de l'IQRDJ vise un plus grand accès au droit et à la justice. À cette fin, il doit notamment s'assurer de la contribution directe du public à la définition de ses orientations.

Dans cette perspective, l'IQRDJ a organisé en 2020-2021 la Grande Assemblée du Droit et de la Justice. L'objectif de cette consultation publique était d'associer les citoyens et les citoyennes à la définition des orientations, des thèmes et des enjeux susceptibles d'orienter les priorités futures de l'Institut. Il s'agissait également de faire connaître l'IQRDJ dans l'espace public et de créer des partenariats, tant au sein de la communauté juridique (déjà largement représentée au sein de l'IQRDJ) qu'au sein de la société civile. Les principales étapes de cette vaste consultation publique sont brièvement rappelées dans le cadre du rapport d'activités 2020-2021.

À l'occasion de la Grande Assemblée du Droit et de la Justice du 19 mars 2021, plus de 150 citoyens ont participé au débat.

**Dans la foulée de la Grande Assemblée, le Conseil exécutif a créé trois comités de suivi, composés chacun de six à huit membres du Conseil de l'IQRDJ, afin de concevoir des priorités sous la forme de projets durant l'année 2021-2022 et et 2022-2023 :**

- le Comité sur la participation citoyenne
- le Comité sur l'accès aux lois
- le Comité sur l'accès aux services juridiques



L'objectif de cette consultation publique était d'associer les citoyens et les citoyennes à la définition des **orientations, des thèmes et des enjeux** susceptibles d'orienter les priorités futures de l'Institut



Le contexte de création de ces comités, les priorités qui leur ont été confiées et un aperçu des travaux qu'ils ont menés sont succinctement exposés ci-dessous.

## Les comités de suivi se sont vu confier les priorités suivantes :

### Priorités confiées au Comité sur la participation citoyenne

**P4**

Réaliser un bilan des formes de participation déjà expérimentées au Québec et à l'étranger, des principes sur lesquels elles reposent, et de leur potentialité à permettre aux citoyens et aux citoyennes de contribuer concrètement à l'élaboration des lois.

**P6**

Expérimenter un dispositif de consultation législative et de suivi des recommandations qui en sont issues, favorisant l'inclusion des citoyens et des citoyennes de toutes conditions sociales, en explorant notamment les possibilités offertes par les technologies numériques.

### Priorités confiées au Comité sur l'accès aux lois

**P1**

Répertorier les modèles de diffusion existants en matière d'information juridique, de manière à en faciliter l'accès, tant en milieu scolaire qu'au sein de la société, et qu'à cette fin, le Comité sur l'accès aux lois constitue une table de concertation regroupant les parties prenantes : citoyens et citoyennes, organismes sans but lucratif, ordres professionnels, magistratures, ministère de la Justice, ministère de l'Éducation, etc.

**P8**

Analyser les supports qui rendraient la présentation des textes de loi plus intelligible pour les citoyens et les citoyennes, en privilégiant notamment l'organisation de l'information, l'utilisation des technologies numériques et la production de documents d'accompagnement.



### Priorités confiées au Comité sur l'accès aux services juridiques

**P12**

Cibler notamment les groupes vulnérables, les populations régionales et les communautés autochtones dans tout projet visant un meilleur accès au droit, qu'ils soient limités par l'analphabétisme, les inaptitudes numériques, les difficultés linguistiques ou l'isolement géographique, particulièrement en diversifiant le rôle des juristes œuvrant au sein des cliniques juridiques et des organismes sans but lucratif.

**P13**

Établir un bilan des innovations qui ont été introduites au cours des dernières années dans le système de justice, y compris en matière de justice alternative, pour identifier les progrès réalisés et les lacunes à combler.

**P14**

Étudier les pratiques juridiques contemporaines dans une perspective visant à rendre ces services abordables et adaptés aux besoins réels et diversifiés des citoyens et citoyennes, de même que les mécanismes efficaces de contrôle de ces pratiques.

**P3**

Explorer les modes d'intervention sociale permettant d'aborder les questions juridiques dans une perspective transversale, en favorisant tout particulièrement une prise en charge multidisciplinaire et interprofessionnelle des réalités vécues par les citoyens et les citoyennes.

Les travaux des Comités de suivi sont structurés par des rencontres mensuelles. Les trois tableaux suivants présentent, en abrégé, le calendrier de travail de chacun des comités.

### Ceux-ci remettront leur rapport final au Comité exécutif dans les prochaines semaines.

COMITÉ DE SUIVI SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE		
RÉUNION	DATE	SUJETS
R0	<b>18 octobre 2021</b>	breffage d'orientation avec le Président de l'IQRDJ
R1	<b>11 novembre 2021</b>	détermination d'un quorum ; rappel des mandats du comité ; partage d'idées ; besoins en recherche documentaire
R2	<b>2 décembre 2021</b>	stratégie de travail ; synthèse des fiches d'orientation ; Boîte à outils (bibliographie) ; planification des réunions de l'année 2022
R3	<b>25 janvier 2022</b>	stratégie de travail ; calendrier de travail ; travail sur le Projet #4
R4	<b>23 février 2022</b>	modification de la synthèse des orientations (Projet #4)
R5	<b>22 mars 2022</b>	remaniement du Guide d'orientation (Projet #4)
R6	<b>25 mai 2022</b>	discussion autour du Rapport d'étape (V1) ; orientation des travaux pour les prochaines réunions
R7	<b>20 septembre 2022</b>	échanges autour de la stratégie de travail pour le projet #6.
R8	<b>20 octobre 2022</b>	élaboration de la stratégie de travail pour le projet #6
R9	<b>24 novembre 2022</b>	validation de la stratégie de travail pour le projet #6
R10	<b>31 janvier 2023</b>	discussion de la proposition de recherche pour le projet #6 (V1)
R11	<b>28 février 2023</b>	validation de la proposition de recherche pour le projet #6 (V2) ; discussion autour du Rapport final (V1)
R12	<b>à venir</b>	validation des recommandations ; adoption du Rapport final

## L'IQRDJ entend continuer à développer son volet sur la consultation publique dans les années à venir.

COMITÉ DE SUIVI SUR L'ACCÈS AUX LOIS		
RÉUNION	DATE	SUJETS
R0	<b>14 octobre 2021</b>	breffage d'orientation avec le Président de l'IQRDJ
R1	<b>9 décembre 2021</b>	détermination d'un quorum; rappel des mandats du comité; partage d'idées; besoins en recherche documentaire
R2	<b>6 janvier 2022</b>	discussion du Projet #1; discussion du Projet #8; besoins de recherche; planification des réunions de l'année 2022
R3	<b>10 février 2022</b>	proposition de travail; discussion du Projet #1; discussion du Projet #8; calendrier de travail
R4	<b>17 mars 2022</b>	discussion du Projet #1; discussion du Projet #8; besoin de recherche
R5	<b>13 juin 2022</b>	travail sur le Projet #1; discussion autour du Rapport d'étape (V1); orientation des travaux pour les prochaines réunions
R6	<b>14 juillet 2022</b>	Rencontre avec Mme Julie Ruel, professeure associée à l'UQO et spécialisée dans les questions d'accessibilité de l'information.
R7	<b>26 septembre 2022</b>	Finalisation du Projet #1; stratégie de travail pour le Projet #8
R8	<b>24 janvier 2023</b>	travail sur le Projet #8; orientation des travaux pour les prochaines étapes
R9	<b>22 février 2023</b>	travail sur le Projet #8; discussion autour du Rapport final
R10	<b>à venir</b>	validation des recommandations; adoption du Rapport final

COMITÉ DE SUIVI SUR L'ACCÈS AUX SERVICES JURIDIQUES		
RÉUNION	DATE	SUJETS
R0	<b>7 octobre 2021</b>	breffage d'orientation avec le Président de l'IQRDJ
R1	<b>23 novembre 2021</b>	détermination d'un quorum; partage d'idées autour des priorités
R2	<b>8 décembre 2021</b>	stratégie de travail; besoins de recherche; planification 2022
R3	<b>26 janvier 2022</b>	stratégie de travail (mandat unique); calendrier de travail
R4	<b>24 février 2022</b>	modification du mandat unique; besoin de recherche
R5	<b>23 mars 2022</b>	justification du mandat unique; Répertoire des innovations (V4)
R6	<b>26 avril 2022</b>	adoption du mandat unique; discussion autour du Rapport d'étape (V1); orientation des travaux pour la suite
R7	<b>24 mai 2022</b>	bonification du Répertoire; discussion de la stratégie de travail
R8	<b>16 juin 2022</b>	fignolage du Répertoire; échanges sur la stratégie de travail
R9	<b>27 septembre 2022</b>	fignolage du Répertoire; élaboration de la stratégie de travail
R10	<b>25 octobre 2022</b>	fignolage du Répertoire; validation de la stratégie de travail
R11	<b>18 janvier 2023</b>	validation du Répertoire; discussion des recommandations (V7)
R12	<b>à venir</b>	validation des recommandations (V8); adoption du Rapport final

# Collaborations externes

## Coopération sur le plan canadien

### **FOLRAC (Fédération des organismes de réforme du droit du Canada)**

L'IQRDJ accorde une grande importance à entretenir et développer des relations avec les institutions qui poursuivent une mission semblable à la sienne. C'est notamment le cas des autres organismes de réforme du droit au Canada réunis au sein de la FOLRAC (Fédération des organismes de réforme du droit du Canada), à laquelle l'IQRDJ a adhéré. Tout au long de l'année 2022-2023, les membres de l'IQRDJ ont régulièrement communiqué avec les membres de la FOLRAC. En juin 2023, l'IQRDJ a participé à la rencontre annuelle de la FOLRAC à Toronto.

Cette rencontre annuelle des Commissions et Instituts de réforme du droit des différentes provinces canadiennes est l'occasion pour l'IQRDJ et les autres représentants de se réunir pour s'informer mutuellement des travaux qu'ils ont chacun entrepris au cours de la dernière année et qu'ils prévoient réaliser à l'avenir. Les représentants peuvent ainsi partager leurs expériences, leurs succès et les défis qu'ils ont rencontrés dans le cadre de leurs travaux.

Un aspect important des rencontres de la FOLRAC (Fédération des organismes de réforme du droit du Canada), qui occupe également une place centrale dans la mission de l'IQRDJ, concerne l'éducation du public sur le rôle des organismes de réforme du droit et l'inclusion du public dans les réformes du droit et de la justice. Il a été convenu que l'IQRDJ organisera la prochaine rencontre de la FOLRAC à Montréal en 2024.

**L'IQRDJ accorde une grande importance à entretenir et développer des relations avec les institutions qui poursuivent une mission semblable à la sienne.**

### La Commission du droit du Canada

Au niveau fédéral, la professeure Shauna Van Praagh a été nommée à la présidence de la Commission du droit du Canada. Elle est entrée en fonction le 6 juin 2023 et a déjà rencontré l'équipe permanente de l'IQRDJ. La création de la Commission du droit du Canada représente une occasion privilégiée de consolider les liens entre l'IQRDJ et les autres organismes de réforme du droit du Canada, notamment en favorisant la conception de projets sur les thèmes qui intéressent en priorité le gouvernement fédéral (racisme, droits autochtones et environnement) ou qui exigent un certain travail d'harmonisation fédérale-provinciale des lois.

### La Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada

L'IQRDJ est particulièrement soucieux de la place du droit civil au sein de l'ordre juridique canadien et participe aux rencontres et travaux de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada. L'IQRDJ a été particulièrement actif dans le cadre de la Conférence tenue à Edmonton en août 2022 au cours de laquelle il a proposé un projet sur l'harmonisation des dispositions juridiques régissant les actions collectives au Canada. Maya Cachecho, la directrice scientifique de l'IQRDJ, continue à assurer la présidence du Groupe de travail sur l'harmonisation du droit des sociétés en nom collectif et des co-entreprises (joint-ventures) au Canada.



2023 Délégués à la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada

# Collaboration internationale

## L'Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice (IERDJ)

L'équipe de l'IQRDJ a rencontré les membres de l'Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice ([IERDJ](#)) à Paris en octobre 2022, puis à Montréal en mai 2023. Un partenariat a été signé entre les deux instituts sur cinq (5) ans. L'Institut français mène des travaux relativement similaires à ceux de l'IQRDJ. L'IQRDJ s'est associé avec l'IERDJ afin de proposer la création d'un Réseau international de l'innovation en Justice.

Ce projet biennal a été retenu pour financement par la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ). Le projet comporte deux volets :

1. un colloque international qui se déroulera à Paris les 15 et 16 novembre 2023
2. deux journées d'étude qui se tiendront à Montréal en septembre 2024

Il s'agit d'une opportunité sans précédent de partager les avancées de la recherche interdisciplinaire sur les innovations institutionnelles en matière de droit et de justice.

## L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Le professeur Pierre Noreau, président de l'IQRDJ, a participé à la Journée des réseaux institutionnels de la Francophonie de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui s'est déroulée à Paris. Le 12 octobre 2022, l'OIF organisait une journée de réflexion sur l'engagement de la Francophonie en faveur de l'indépendance des juges, magistrats et pouvoirs judiciaires.

L'événement a été une opportunité pour faire connaître l'IQRDJ à l'international et faire valoir la nécessité de la présence d'un tiers de confiance du type de l'IQRDJ lorsque des projets de réforme visant la justice sont susceptibles d'affecter les garanties d'indépendance dont doit bénéficier l'institution judiciaire.



## Gouvernance, fonctionnement et administration

La mise sur pied de l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ), a exigé dès la première année, un important travail de structuration et l'établissement de procédures internes capables de garantir l'indépendance de l'IQRDJ. Ces conditions de gouvernance influent également sur la pérennité de ses activités.



### Statut de l'Institut

Au cours de l'année 2022-2023, l'IQRDJ a complété et déposé ses démarches pour l'obtention du statut d'organisme de bienfaisance.

Rappelons que l'IQRDJ a été créé par voie d'incorporation, il a obtenu un enregistrement à la TPS, à la TVQ et à la DAS (déduction à la source).

Sur le plan comptable, sa gestion est assurée par la firme Gestias. L'IQRDJ a retenu les services d'un auditeur chargé d'établir annuellement les États financiers de la corporation (Massie-Turcotte). Les comptes de l'IQRDJ sont hébergés à la Caisse Desjardins.

## Gouvernance de l'Institut

L'année 2022-2023 a permis de tester la pertinence et le bon fonctionnement des structures de l'IQRDJ : Conseil de l'Institut, Comité exécutif et Comité scientifique. L'IQRDJ s'est assuré du remplacement graduel des membres sortants de l'IQRDJ, notamment du fait de leur nomination à la magistrature.

Le Site Web de l'IQRDJ présente le profil des membres actuels siégeant sur les instances de même que les titulaires des responsabilités qui incombent à ses dirigeants.

Le tableau ci-dessous présente une liste des membres de l'IQRDJ en date du 14 juin 2023.

MEMBRES DE L'IQRDJ 2023				
NOM	ORGANISME DE RATTACHEMENT	ANNÉE D'ÉLECTION	RENOUVELLEMENT	FIN DE MANDAT
<b>Elizabeth Corte</b>	Comité initiateur « secrétaire »	2019	2022 CE	2024
<b>Marc Sauvé</b>	(Barreau du Québec) Comité initiateur « Trésorier »	2019	2022 CE	2024
<b>Jennifer Fafard-Marconi (vacances de Geeta Narang)</b>	CJP (communautaire)	(2019)* 2021	Tacite 2020, 2022	2024
<b>Élise Labrecque</b>	MJQ	2019	2021, 2023	2025
<b>Jean-Luc Martel</b>	Représentant du public	2019	2021, 2023	2025
<b>François Roch</b>	UQAM	2019	2021, 2023	2025
<b>Christiane Brizard</b>	Ordre des Comptables (ordres professionnels)	2019	2021, 2023	2025
<b>Jean-Frédéric Ménard (vacances de Mathieu Devinat)</b>	USherbrooke	(2020) 2021	2021, 2023	2025
<b>Danielle Beausoleil</b>	Chambre des Notaires	2019	2021, 2023, 2024	2025
<b>Ariane Charbonneau</b>	Éducaloi (communautaire)	2019	2021, 2023, 2024	2025
<b>Richard Janda</b>	McGill	2019	2021, 2023, 2024	2025
<b>Valérie Tardif (vacance d'Alexander Pless)</b>	Justice Canada	(2019) 2021	2021, 2023, 2024, 2025	2027
<b>Pierre E. Audet</b>	Comité initiateur « conseiller »	2019	2022 CE, 2023, 2024	2026
<b>François Rolland</b>	Comité initiateur	2019	2022 CE, 2023, 2024	2026
<b>Marie-Claude Sarrazin</b>	« conseiller »	2019	2022 CE, 2023, 2024	2026
<b>Claudie Bélanger (vacances de Luc Huppé)</b>	Comité initiateur « conseillère »	(2019)* 2020	Tacite 2020, 2022, 2024	2026
<b>Pierre Noreau</b>	Cour du Québec (magistrature)	2019	2021, 2023, (2025)	2027
<b>Huguette St-Louis</b>	UdeM « Président »	2019	2021, 2023, 2025 CE	2027
<b>Jacques Boulanger (vacances de Sylvain Bourassa)</b>	Comité initiateur « Vice-présidente »	(2019)* 2020	2021, 2023, 2024, 2025	2027
<b>Poste vacant</b>	Représentant d'un ordre non juridique			
<b>Christine Morin</b>	ULaval	2023	2025, 2027	2029
<b>Audrey Ferron-Paraye</b>	UOttawa	2023	2025, 2027	2029
<b>Adeline Audrerie</b>	UQO	2023	2025, 2027	2029
<b>Alexander Pless</b>	Cour supérieure (magistrature)	2023	2025, 2027	2029

# Activités des instances de l'IQRDJ

Les instances de l'IQRDJ se sont réunies sur une base régulière selon un calendrier prédéfini :

SÉANCES DU CONSEILS DE L'INSTITUT	SÉANCES DU COMITÉ EXÉCUTIF
18 octobre 2022	14 septembre 2022
17 janvier 2023	12 octobre 2022
21 mars 2023	16 novembre 2022
14 juin 2023	7 décembre 2022
	12 janvier 2023
	21 février 2023
	15 mars 2023
	17 avril 2023
	17 mai 2023
	7 juin 2023

## Le Comité scientifique

Plusieurs rencontres et échanges du Comité scientifique ont été nécessaires pour le développement des projets de recherche.



# Personnel d'administration et de recherche

## Administration

Au cours de l'année 2022-2023, les fonctions suivantes ont été occupées par divers professionnels au sein de l'IQRDJ :

FONCTION	NOMS
Directrice générale	Maya Cachecho (jusqu'au 18 septembre 2022) Alexandra Pasca (à partir du 19 septembre 2022)
Conseiller aux instances	Raphael Scarborough (à partir du 26 septembre)
Chargée de projet – volet recherche	Évelyne Jean-Bouchard (jusqu'en septembre 2022) Valentine Fau (à partir du 8 mai 2023)
Chargé de projet – volet participation citoyenne	Yan Sénéchal
Soutien à l'organisation des Comités GADJ	Inaara Haydari et Ana-Maria Morosanu

## Projets de recherche

**20 étudiants** au baccalauréat (6), à la maîtrise (3) et au doctorat (7), ainsi que (4) postdoctorants ont été engagés dans les différents projets de recherche de l'IQRDJ :

<b>PROJET JUSTICE MUNICIPALE (DE PROXIMITÉ)</b> Frédérik St-Pierre, baccalauréat, UdM Nicolas Aubin Audet, baccalauréat, UdM	<b>PROJET JUSTICE DE LA FAMILLE ET DE LA JEUNESSE</b> Valentine Fau, doctorante, UdM Élisabeth Godbout, postdoctorante, ULaval Claudia Xavier-Bonifay, baccalauréat, UQAM Arianne Marois, doctorat, UQTR Naomie Quirion, doctorat, UQTR Marc Atallah, baccalauréat, UdM Simon Carrier, doctorat, UdM
<b>PROJET RÉGIMES D'EXCEPTION</b> Javiera Araya-Moreno, postdoctorante, UdM Dave Guénette, postdoctorant, UoS Évelyne Jean-Bouchard, postdoctorante, UoS Catherine Laperrière, baccalauréat, McGill Camille Delpech, doctorante, ULaval	<b>PROJET JUSTICE EN LIGNE (VIRTUELLE)</b> Luka Théo Sanchez, baccalauréat, UdM Javiera Araya-Moreno, postdoctorante, UdM
<b>PROJET CAMÉRAS PORTATIVES DES POLICIERS</b> Itizez Slama, doctorante, ÉNAP Brigitte Poirier, doctorante, UdM Vicky Hotte, maîtrise, UdM	<b>PROJET ÉVALUATION DE LA POLITIQUE AI DE SOQUIJ</b> Sylvain Longhais, maîtrise, UdM Valentin Callipel, maîtrise, UdM

UdM = Université de Montréal  
 UoS = Université de Sherbrooke  
 ULaval = Université de Laval  
 McGill = Université McGill  
 UQAM = Université du Québec à Montréal  
 UQTR = Université du Québec à Trois-Rivières  
 ÉNAP = École nationale d'administration publique

# Communication

La communication publique est une exigence inhérente aux activités de recherche et de participation de l'IQRDJ dont la fonction est de nature collective. Les rapports de recherche produits à la demande de l'IQRDJ ont ainsi vocation à être publiés et les événements de l'IQRDJ sont de nature publique.

Sur le plan des communications visuelles, l'IQRDJ alimente de façon continue un site [WEB](#), dans lequel sont publiés les rapports de recherche produits par l'Institut et les conclusions de ses activités de consultation. Le site sera d'ailleurs mis à neuf au courant de l'été 2023. Par ailleurs, l'IQRDJ est maintenant actif sur LinkedIn.

En quelques mois, l'IQRDJ y a fait plus d'une cinquantaine de publications soit environ 2 publications par semaine et a recueilli à ce jour plus de 960 abonnés. L'IQRDJ y partage des communications axées sur les travaux et les événements réalisés par l'IQRDJ ainsi que l'actualité relative aux réformes du droit et de la justice.



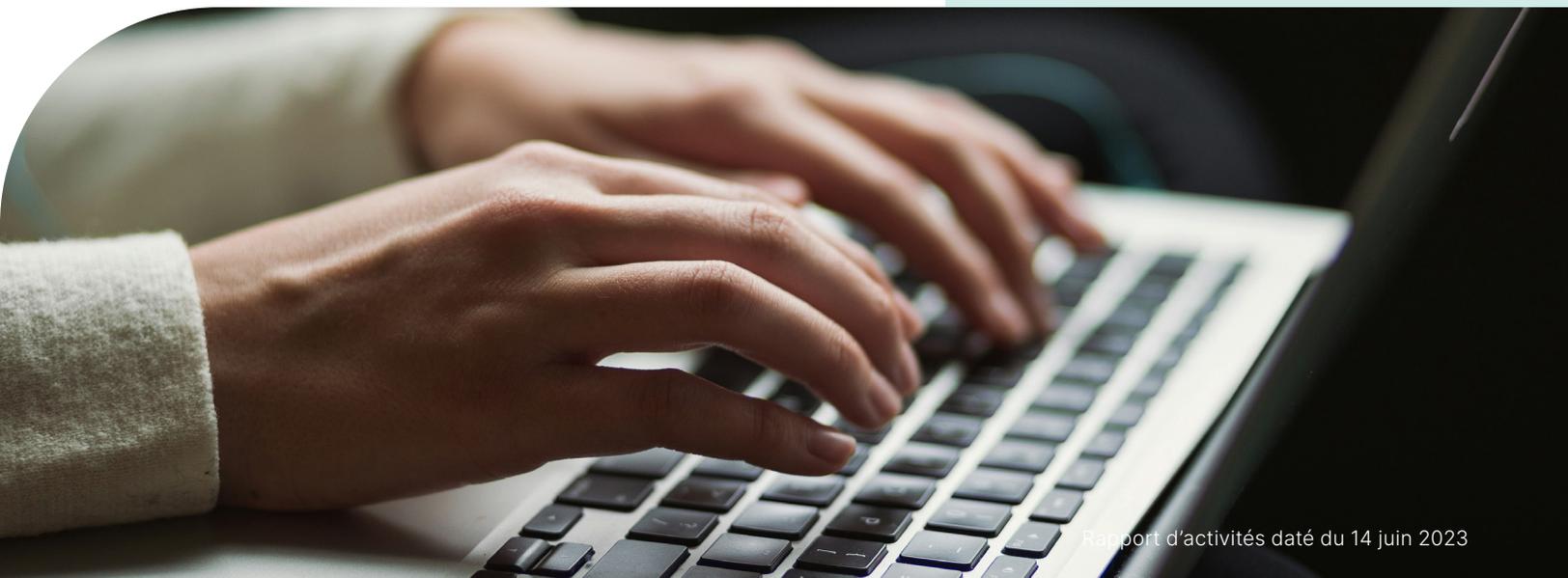
+ d'une cinquantaine de publications

+ 50

plus de 960 abonnés

+ 960

l'IQRDJ est maintenant  
actif sur LinkedIn.



Sur le plan des communications scientifiques et publiques, l'IQRDJ a participé à plusieurs événements de mobilisation des connaissances qui lui ont permis de faire rayonner ses travaux et sa mission.

Ces événements sont brièvement décrits ci-dessous:



### **Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada**

L'IQRDJ est invité depuis 4 ans à la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, une rencontre annuelle au cours de laquelle il assure la présence de la tradition de droit civil dans le cadre des projets menés par la Conférence ou à son initiative. **Août 2022**



### **Journées des Réseaux institutionnels de la Francophonie**

Le président de l'IQRDJ a participé à la Journée des réseaux institutionnels de la Francophonie de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui s'est déroulée à Paris le 12 octobre 2022. Cette journée de réflexion portait sur l'engagement de la Francophonie en faveur de l'indépendance des juges, magistrats et pouvoirs judiciaires. L'événement a été une opportunité de faire connaître l'IQRDJ à l'international et de faire valoir la nécessité de la présence d'un tiers de confiance, tel que l'IQRDJ, lorsque des projets de réforme visant la justice sont susceptibles d'affecter les garanties d'indépendance dont doit bénéficier l'institution judiciaire. **Octobre 2022**



### **Table ronde « Les policiers du Québec devraient-ils porter des caméras portatives dans le cadre de leurs activités quotidiennes »**

L'IQRDJ a participé à une table ronde sur le port des caméras portatives par les policiers dans la foulée du rapport produit par l'IQRDJ sur la question en septembre 2023. La table ronde était organisée par le Centre international de criminologie comparée (CICC), en collaboration avec l'IQRDJ. L'événement a eu lieu à l'Université de Montréal, en mode hybride. Il a rejoint une centaine de personnes. **Février 2023**



## Colloque de clôture du Mois de la Justice

L'IQRDJ a été invité à participer au colloque organisé par Juripop, avec le soutien de la Chambre des notaires et de l'UQAM. Le Président, Pierre Noreau, a présenté la mission et les projets de l'IQRDJ. La directrice générale, Alexandra Pasca, a animé la journée et la plénière. **Mars 2023**



## Conférence annuelle FOLRAC

L'IQRDJ a été invité à participer à la conférence FOLRAC (Fédération des organismes de réforme du droit du Canada) à Toronto qui réunit les Commissions et Instituts de réforme du droit à travers le Canada. Le Président et la directrice générale y ont présenté les projets de l'IQRDJ. L'IQRDJ organisera la prochaine conférence FOLRAC à Montréal en 2024. **Juin 2023**



**Au cours de l'année 2022-2023, des démarches ont été entreprises pour la création d'une programmation de formations et conférences portant sur les réformes du droit et de la justice dispensées par les chercheurs associés à l'IQRDJ.**

L'IQRDJ a également fait rayonner ses travaux par l'entremise de ses partenaires, notamment dans le cadre du bilan social du Fonds d'études notariales publié sur le site [Web](#) de la Chambre des notaires « Adapter les lois aux réalités d'aujourd'hui »

# Financement et partenariats

L'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ) poursuit ses activités avec le soutien de plusieurs ministères et plusieurs organismes québécois et canadiens.

Cette diversité de financement est une condition de son indépendance. La direction tient à remercier les partenaires qui soutiennent financièrement et matériellement (ex: prêt locaux et personnel) le fonctionnement et la mission de l'IQRDJ : le ministère de la Justice du Québec, le Fonds d'études notariales de la Chambre des notaires, Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ), le Centre de recherche en droit public (CRDP) de l'Université de Montréal et le Barreau du Québec.

Justice  
Québec

SOQUIJ

Fonds d'études  
notariales

Chambre  
des notaires

CR  
DP  
Université  
de Montréal

Barreau  
du Québec



Les démarches auprès des acteurs publics et institutionnels susceptibles de favoriser le financement et le développement des activités de recherche de l'IQRDJ ont été nombreuses et continues, tout au long de l'année 2022-2023.

Plusieurs institutions et organismes contribuent également au financement de l'un ou l'autre des projets de l'IQRDJ, citons notamment :

- Faculté de droit de l'Université de Montréal
- Département des sciences juridiques de l'UQAM
- Faculté de droit de l'Université d'Ottawa
- Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke
- Faculté de droit de l'Université McGill
- Faculté de droit de l'Université Laval
- Secrétariat aux affaires canadiennes du Québec
- Fondation du Barreau du Québec
- Ministère de la Justice du Québec
- Ministère de la Sécurité publique
- Fonds d'études notariales de la Chambre des notaires, le ministre responsable des relations canadiennes et de la francophonie canadienne
- Office de consultation publique de Montréal et
- Commission permanente de coopération franco-québécoise

Au cours de l'année 2022-2023, des démarches ont été entreprises pour la signature d'un protocole avec les partenaires de l'IQRDJ.

L'objectif de ce protocole est d'assurer la **pérennité financière et matérielle de l'IQRDJ, son indépendance et la publicité de ses travaux.**



# Rapport d'activités

## 2022-2023

Préparé par

Pierre Noreau, Président

Alexandra Pasca, Directrice générale

Rapport d'activités daté du 14 juin 2023

